



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

**RECEPISSE DE DECLARATION  
CONCERNANT  
LA CRÉATION D'UNE PISTE FORESTIÈRE – TRAVERSÉE DE LA COMBE DU RIALET  
COMMUNE DE SAINT-PIERRE-DE-CHARTREUSE**

**DOSSIER N° 38-2013-00054**

Le Préfet de l'Isère,

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012240-0035 en date du 27 août 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Charles ARATHOON Directeur Départemental des Territoires de l'Isère ;

VU la décision de subdélégation de signature en date du 5 septembre 2012 donnant délégation de signature à Madame Clémentine BLIGNY, Chef du Service Environnement de la Direction Départementale des Territoires de l'Isère, et à Monsieur Jacques LIONET, son Adjoint ;

VU la déclaration, reçue le 26 février 2013 ;

**DONNE RÉCÉPISSÉ à**

**Monsieur le Directeur de l'Office National des Forêts – 9 Quai Créqui – 38000 Grenoble**

de sa déclaration concernant

la création d'une piste forestière – Traversée de la Combe du Rialet

dont la réalisation est prévue sur la commune de Saint-Pierre-de-Chartreuse.

---

Les Installations Ouvrages, Travaux ou Activités (IOTA) constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement.

La rubrique de la nomenclature de l'article R214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Projet	Arrêtés de prescriptions générales à respecter
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A). Dans les autres cas (D).	D	Néant

Au vu des pièces constitutives du dossier complet et régulier, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration, aussi **le déclarant peut réaliser son opération**.

Vous devez informer l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques par mel à [sd38@onema.fr](mailto:sd38@onema.fr) et le Service de l'Environnement en charge de la Police de l'Eau par mel à [ddt-spe@isere.gouv.fr](mailto:ddt-spe@isere.gouv.fr) ou fax au 04 56 59 42 49 au moins 8 jours avant le début des travaux, ainsi qu'à la fin du chantier.

**Les prescriptions suivantes devront être respectées :**

✎ **Prévoir de travailler en assec.**

✎ **Le pétitionnaire limitera au strict minimum l'intervention d'engins dans le lit mineur du cours d'eau.**

✎ **Le retrait ou la mobilisation de sédiments n'est pas autorisé.**

Copies de la déclaration et de ce récépissé seront adressées à la Mairie de la commune où cette opération doit être réalisée, pour affichage et pour mise à la disposition du public du dossier pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Le présent récépissé sera mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Isère durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Grenoble (2 Place de Verdun – 38000 Grenoble) conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en Mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement et le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.214-40, toute modification apportée aux Installations Ouvrages, Travaux ou Activités (IOTA), à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du service de la police de l'eau qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Grenoble, le 6 mars 2013  
Pour le Préfet de l'Isère et par délégation  
La Chef du Service de l'Environnement



Clémentine BLIGNY

